

LA NOUVELLE ORDONNANCE DU DOCTEUR BROWN

Comme il est doux de parler de coopération décentralisée quand tout s'agite autour de vous. Lundi dernier, Nancy avait mis les petits plats dans les grands pour accueillir le premier Forum franco-japonais de Maires des deux pays et l'admirable place Stanislas était ornée de jolis parterres nippons. Parmi les maires, était celui de Kyoto, avec laquelle Paris est liée par un accord depuis cinquante ans. Par parenthèse, dans le cadre de cette commémoration, vous pouvez visiter une exposition au Petit Palais de Paris sur le Zen, qui présente les trésors du Temple du Pavillon d'or de Kyoto (celui auquel Mishima a consacré un très beau roman sur un moine incendiaire). Vous y verrez des statues en bronze très anciennes de supérieurs en méditation et des rouleaux précieux, dont deux représentent un fou ou un simple d'esprit béat, personnage commun à de nombreuses religions.

Le maire de Kyoto, que je rencontrais pour la première fois, était vêtu d'un costume traditionnel. Je craignais un peu que ce nouvel élu nous ressorte les propos pompeux et réactionnaires de son prédécesseur, lui aussi en habit de samurai, qui nous avait reçus, Bertrand Delanoë et moi-même, il y a trois ans, dans l'ancienne capitale impériale.

Et bien, pas du tout. Il nous a servi un discours très intelligent sur tradition et modernité, dont l'écologie serait la synthèse. Par des règles d'urbanisme très fermes, il entend protéger le cœur historique de la ville : diminution drastique de la circulation automobile au profit des transports en commun, de la marche à pied et du vélo. Réduction des hauteurs des nouveaux bâtiments en centre ville : de 45 mètres à 31 mètres pour les bureaux et de 31 mètres à 15 mètres pour les logements. Interdiction des néons et des publicités, d'ici six ans.

Kyoto ne deviendra pas pour autant une ville-musée, puisqu'elle veut être la championne de l'application des nano-technologies à la lutte contre l'effet de serre. Le développement des « green-techs » s'appuie sur une excellente université impériale et la présence d'entreprises mondiales telles que Kyocera (Kyoto ceramics).

Dépassant les coopérations culturelles usuelles, Paris et Kyoto pourront travailler ensemble à la sauvegarde des artisanats d'art et à la recherche des meilleures technologies permettant de respecter les objectifs mondiaux du protocole ... de Kyoto.

Tandis que nous devisions cordialement de culture et d'avenir, la Bourse japonaise continuait son grand plongeon. Le nouveau Premier

ministre japonais a déclaré jeudi : « Une terrible tempête fait rage, que l'on ne subit qu'une fois par siècle. » Et il a annoncé dans la foulée un plan de relance de 50 milliards de dollars (5 trillions de yen) qui fait suite à un paquet de soutien aux banques de 11,7 trillions de yen à la mi-septembre (IHT 311008).

Pourquoi cet affolement? Le Japon a une industrie solide qui a un net avantage technologique, non seulement sur la Chine mais aussi sur nombre de pays développés, par exemple pour l'automobile. La finance japonaise, qui a traversé une crise terrible il y a dix ans, est vaccinée contre les maladies spéculatives et n'a que peu trempé dans la carambouille des « subprimes ». Les réserves de change sont pléthoriques, le commerce extérieur est à l'équilibre. Certes la dette publique est très forte, mais il y a un tel matelas d'épargne dans l'archipel que cela n'est pas bien grave. Bref le Japon mérite une médaille aux olympiades du capitalisme. Et pourtant l'angoisse monte pour deux raisons.

Première raison : le yen a très fortement cru par rapport au dollar (et à l'euro), de 120 yen pour un dollar à la mi-2007 à un pic de 94 yen pour un dollar fin octobre 2008. Le yen était à l'évidence sous-évalué. Et, le Japon, comme l'Allemagne, vend des biens d'équipements et des composants dont la qualité importe plus que le prix. N'importe, les industriels japonais se souviennent des réévaluations brutales de 1971 ou 1985 et ont peur que s'éteigne un des moteurs de la croissance. Circonstance aggravante : les économies clientes, chinoise, américaine et européenne ralentissent et certaines entrent en récession. D'où le plan de relance Aso, pour fortifier la demande intérieure des ménages et des PME.

Deuxième raison : les banques sont astreintes à maintenir une certaine proportion entre leurs fonds propres (leur capital), dont une grande partie est composée d'actions, et le volume des prêts qu'elles font. Si elles ne respectent pas ce ratio, elles se font gronder et ont du mal à emprunter et à prêter. La date fatidique du relevé des compteurs est, au Japon, le 31 mars, dernier jour de l'année fiscale. Quand la Bourse plonge, la valeur des avoirs des banques plonge aussi et celles-ci risquent de ne pas respecter les règles prudentielles le 31 mars prochain. L'annonce du paquet Aso a suffi pour faire bondir l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo de 26% en deux jours. Après ce rebond bienvenu, la chute est quand même de 32% depuis le début de l'année.

Cette crise, la plus grave depuis un siècle (en fait depuis 1929), montre que des économies saines peuvent être entraînées dans le maelström global. La Fontaine nous expliquait, dans « Les animaux malades de la peste », qu'« ils ne mourraient pas tous mais tous étaient frappés ». Que faire ? La débrouillardise ne suffira pas. Il faudra une action collective.

Dans le tohu-bohu planétaire, il y a des malins ou qui se croient tels. La banque Mitsubishi UFJ a fait son marché durant les soldes de Wall Street : 9 mds \$ pour 21% d'une belle banque d'investissement, Morgan Stanley, et 5 mds \$ pour une banque californienne. Mais pour payer ces

emplettes, il faut trouver de l'argent, ce qui n'est pas évident par les tempêtes qui courent.

Autre exemple, beaucoup plus intéressant : celui d'un accord entre la Russie et la Chine, pétrole contre dollars (IHT 291008). Les oligarques du pétrole ne se contentaient pas d'empocher des gains absurdes et empruntaient en plus pour financer leurs investissements. La Chine, bonne fille, va prêter à son voisin volage 20 à 30 mds\$ en échange de la livraison de 2 mds de barils de pétrole pendant chacune des vingt années à venir, soit 4% de la consommation chinoise. Le prix n'est pas précisé, mais il est sûrement stable et avantageux. Voilà un excellent usage d'une petite partie des 1800 mds de dollars que la Chine a accumulés.

Pour la solution collective, nous allons voir réapparaître le docteur Brown, Premier ministre du pays qui a déjà vu naître le célèbre docteur Keynes. Dans un premier temps, Gordon Brown a inventé le dispositif de sauvetage financier européen, que le Président français a fait adopter par les autres pays.

Sur la crise mondiale, le diagnostic du bon docteur est simple. D'un côté, un nombre croissant de pays aura besoin d'un soutien financier, car sans crédit, même une économie saine ne peut croître. Le FMI a déjà dépanné l'Islande, l'Ukraine et la Hongrie. Le Brésil, le Mexique, la Corée du Sud, et même Singapour ont déjà reçu un coup de main américain (IHT 311008). Et la liste des nécessiteux va croître.

De l'autre côté, certains pays ont beaucoup d'argent : la Chine avec ses 1800 mds de dollars, mais aussi les pays du Golfe, le Japon. Ces pays, qui auraient de quoi acheter une bonne part des actions de Wall Street, ne souhaitent pas faire des investissements risqués dans des entreprises américaines ou européennes. D'autant que ces prises de participations seraient mal vues par les pays bénéficiaires. Ceux-ci veulent bien l'argent mais pas le contrôle de fonds souverains étrangers sur leurs champions nationaux !!

D'où l'idée lumineuse du docteur Brown. Investissez votre argent souverain dans le Fonds monétaire international et celui-ci, après analyse, le prêtera aux pays qui en ont besoin. Le FMI a presque raclé le fond de son pot qui contenait 200 mds \$. Il est prêt à recevoir des sommes supplémentaires. Seul hic : la Chine demandera d'avoir autre chose qu'un strapontin au conseil du FMI, à côté du trône d'une Amérique désargentée.

Le sommet du G20 du 15 novembre traitera de sujets à court terme (le secours aux économies saines en panne de crédits, grâce à l'ordonnance Brown) et de sujets à long terme (le retour à un code de la route financière pour éviter les accidents gravissimes). Sur les premiers, il y a urgence. Sur les seconds, il faudra du temps pour que les Etats-Unis renoncent au pouvoir sans partage du dollar, de Wall Street et de Washington.

Christian Sautter